

Pouvoir d'emprunt

Le communiqué poursuivait en disant que le gouvernement fédéral coopérerait étroitement avec les gouvernements provinciaux et le secteur pour étudier les mesures voulues en vue d'accélérer les projets d'exploitation pétrolière non conventionnels. C'est de la foutaise, monsieur le Président. Le gouvernement ne coopère pas avec les gouvernements provinciaux. Je crois en la consultation. C'est important qu'il y ait de la consultation dans le secteur énergétique comme dans tous les secteurs. Le gouvernement fédéral a parlé aux provinces et elles lui ont dit ce qu'elles veulent mais il ne communique plus avec elles. Le gouvernement fédéral se dérobe à ses responsabilités et surtout le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse).

● (1550)

Il fait preuve d'une indifférence flagrante à l'égard des problèmes de l'ouest du Canada. Qu'arrivera-t-il? Qu'arrive-t-il maintenant? Le gouvernement dit qu'il faut s'en remettre au marché. Le marché devrait dicter les décisions en matière d'exploration et de mise en valeur et le prix auquel l'essence est vendue à la pompe. Parlons d'abord de l'exploration.

Le gouvernement actuel fait de la sécurité d'approvisionnement l'un des piliers de sa politique énergétique. Il dit qu'elle est très importante, mais il n'a pas toujours été de cet avis. Le premier ministre (M. Mulroney) maintient sa position là-dessus, mais le ministre de l'Énergie a récemment dénoncé la sécurité d'approvisionnement et a dit qu'elle n'était pas importante. Par contre, le même gouvernement, le même premier ministre et le même ministre de l'Énergie déclarent que le secteur privé doit l'assurer. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) fait beaucoup trop du bruit. S'il ne s'intéresse pas à ce qui se passe dans l'ouest du Canada, je lui demanderais au moins de se tenir tranquille.

Je vous dirai ce que le secteur privé a déclaré ce matin à la séance du comité permanent de l'énergie, des mines et des ressources. Imperial Oil comparaisait et son représentant a dit:

Il n'est pas logique de dépenser beaucoup d'argent pour trouver et exploiter de nouveaux gisements pétroliers et gaziers au Canada strictement en vue d'atteindre à l'autosuffisance.

Voilà ce qu'a dit aujourd'hui le vice-président de la société Imperial Oil Limitée, M. Bob Peterson. Il a ajouté:

... il ne servira pas à grand-chose de s'assurer que le Canada bénéficie d'un approvisionnement énergétique sûr s'il survient une autre crise du pétrole. Le Canada risque d'être davantage touché par l'incidence économique d'une telle crise sur ses partenaires commerciaux que par l'incidence de la crise sur les prix et la consommation de l'énergie au Canada.

Qui va nous aider à assurer l'approvisionnement? Nous disons aux Canadiens que l'approvisionnement n'est pas assuré, qu'il n'y a pas de politique gouvernementale tendant à l'assurer et que le gouvernement n'a pas rempli son rôle. Le secteur privé ne va pas le faire à sa place. On ne peut pas s'attendre à ce que le secteur privé dépense de l'argent au moment où les prix du pétrole sont bas en vue d'assurer un approvisionnement lorsque les prix seront élevés s'il ne sait pas quand cela se produira. Il peut obtenir du pétrole à meilleur marché d'autres sources. L'important, ce sont les profits. Il existe de grandes réserves de pétrole ancien que l'entreprise peut vendre à gros bénéfice. Dans l'Ouest, l'entreprise ne va pas investir dans la valorisation, par exemple, car cela coûte très cher.

Où allons-nous? Nulle part parce que le gouvernement ne sait pas où il s'en va. Il n'en a aucune idée. Il dit que le budget n'était pas le bon véhicule pour l'établissement d'une véritable politique énergétique pour l'ouest du Canada. Mais cela n'est plus vrai désormais. Le 4 mars, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources était à Calgary. Voici ce qu'on pouvait lire dans un article de journal:

Face à l'hostilité croissante du secteur pétrolier de l'Alberta qui est touché par la crise, le ministre fédéral de l'Énergie, Marcel Masse, a approuvé un éventuel dégrèvement de 80 millions de dollars à cette industrie.

C'est un revirement de politique total. Le ministre a déclaré en Alberta qu'il n'était pas au courant de tous les détails mais que, le samedi 6 mars, le ministre des Finances viendrait expliquer ce qu'il en était. Le ministre des Finances est allé à Calgary le 6 mars, mais il n'avait pas le moindre détail à donner au secteur énergétique. Il s'est contenté de dire que le gouvernement proposerait une stratégie plus tard et il a demandé aux gens d'être patients. Pendant ce temps-là, les gens font faillite et perdent leur emploi. Ils se demandent comment subvenir aux besoins de leur famille, mais le ministre des Finances les invite à la patience. Le commentaire du ministre de l'Énergie aux journalistes est encore plus exaspérant:

Que la question des déductions pour épuisement, qui coûterait au gouvernement fédéral quelque 80 millions de dollars par année en manque à gagner, «n'était pas reliée directement» au budget.

Voici une mesure fiscale accordée au secteur minier que réclame le secteur pétrolier et gazier mais que le gouvernement retarde. Il ne veut promettre aucune concession au secteur pétrolier et gazier pour l'épuisement gagné. Le ministre de l'Énergie a l'audace de dire que la question n'a pas de rapport avec le budget. Qu'est-ce qui compte pour le gouvernement? Que faut-il faire pour qu'il se préoccupe de l'économie? Que faut-il faire pour qu'il se soucie des problèmes de l'Ouest?

Le gouvernement projette maintenant de privatiser Petro-Canada, la société qui pris l'initiative de la prospection au large des côtes et dans d'autres régions où le secteur privé ne voulait pas prospecter et forer. Le gouvernement va se débarrasser d'une société d'État qui a fait le travail qu'elle était censée faire. C'est normal pour ces gens-là parce que c'est ainsi qu'agit le gouvernement conservateur. Lorsque quelque chose marche bien, il s'en débarrasse.

Le ministre des Finances prétend que Petro-Canada n'a aucun rôle d'utilité publique. La ministre d'État à la Privatisation (M^{me} McDougall) affirme qu'elle n'arrive pas à songer à un seul avantage que pourrait offrir cette société. Le ministre de l'Énergie a dit ce matin à l'émission *Canada AM* que la société Petro-Canada avait fini de jouer le rôle qu'elle devait jouer au Canada en ce qui concerne l'exploration. Au cours de la même émission, il a ajouté que le gouvernement voulait vendre la société parce qu'elle pourra recevoir plus d'argent pour l'exploration.

Où est la logique dans ces déclarations? Si le gouvernement vend Petro-Canada et reçoit une redevance, qui fera l'exploration? Petro-Canada ne sera pas là pour la faire. Il faudra que ce soit une société privée qui intervienne. Le gouvernement donnera-t-il toutefois de l'argent à cette société privée sur laquelle il n'a aucune emprise? C'est le même gouvernement qui nous dit que Petro-Canada ne devrait pas être un outil de politique publique. C'est en contradiction directe avec ce que